

Marché n° 25-005

## **CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES**

**Location et assistance d'un système de production et d'archivage vidéo  
collaboratif à haut-débit Editshare.**

### **MARCHE PUBLIC**

Marché passé selon les dispositions des articles R.2124-2 1° et R.2161-2 à R.2161-5 (AOO)

## Table des matières

PREMIERE PARTIE : GENERALITES .....	4
ARTICLE 1. Identification de l'acheteur.....	4
ARTICLE 2. Présentation du marché.....	4
2.1. Objet du marché .....	4
2.2. Forme du marché.....	4
2.3. Etendue du marché.....	4
2.4. Durée du marché.....	4
ARTICLE 3. Pièces contractuelles du marché .....	4
ARTICLE 4. Communication et réunion.....	5
4.1. Mode de communication.....	5
4.2. Réunions .....	5
ARTICLE 5. Correspondant de l'acheteur et élection de domicile du titulaire.....	5
ARTICLE 6. Correspondant du titulaire et élection de domicile de l'acheteur.....	6
ARTICLE 7. Protection des données.....	6
ARTICLE 8. Neutralité.....	6
ARTICLE 9. Confidentialité.....	6
ARTICLE 10. Assurances.....	6
ARTICLE 11. Sous-traitance .....	7
DEUXIEME PARTIE : PRESTATIONS ATTENDUES .....	7
ARTICLE 12. Historique et contexte.....	7
ARTICLE 13. Solution matérielle.....	7
ARTICLE 14. Installation et paramétrage.....	8
ARTICLE 15. Migration .....	8
ARTICLE 16. Assistance.....	8
ARTICLE 17. Maintenance du système.....	9
ARTICLE 18. Fin de marché .....	9
TROISIEME PARTIE : PRIX et REGLEMENT .....	9
ARTICLE 19. Prix.....	9
ARTICLE 20. Forme du prix.....	9
20.1. Prix du marché .....	9
ARTICLE 21. Avances.....	9
ARTICLE 22. Acomptes.....	10

ARTICLE 23. Modalités de facturation et de paiement.....	10
23.1. Modalité de facturation .....	10
23.2. Délais de paiement .....	11
23.3. Cession de créance .....	11
QUATRIEME PARTIE : DELAIS et CONDITIONS D'EXECUTION .....	11
ARTICLE 24. Délais d'exécution .....	11
ARTICLE 25. Obligation du titulaire.....	11
ARTICLE 26. Pénalités.....	12
26.1. Pénalités de retard .....	12
26.2. Application des pénalités.....	12
CINQUIEME PARTIE : OPERATIONS DE VERIFICATION et D'ADMISSION.....	12
ARTICLE 27. Opérations de vérification.....	12
ARTICLE 28. Décision à l'issue des opérations de vérification.....	13
SIXIEME PARTIE : RESILIATION .....	13
ARTICLE 29. Résiliation.....	13
SEPTIEME PARTIE : DIFFERENDS et LITIGES.....	13
ARTICLE 30. Différends entre les parties.....	13
ARTICLE 31. Compétence juridictionnelle.....	13
ARTICLE 32. Dérogations aux documents généraux.....	13

## PREMIERE PARTIE : GENERALITES

### ARTICLE 1. Identification de l'acheteur

**Réseau CANOPÉ**, ci-après désigné « l'acheteur », établissement public administratif régi par les articles D 314-70 et suivants du Code de l'éducation, dont le siège est situé au téléport 1 @4 - CS 80158 - 86961 FUTUROSCOPE CEDEX,  
Représenté par sa Directrice générale, Mme Marie-Caroline MISSIR, nommée par décret du 02 mars 2020 et renouvelée par décret du 15 mars 2023.

### ARTICLE 2. Présentation du marché

#### 2.1. Objet du marché

Le présent marché vise à confier au titulaire la prestation de service de location et d'assistance d'un système de production et d'archivage vidéo collaboratif à haut débit EditShare.

La référence au vocabulaire commun des marchés publics (CPV) associés au présent marché est :

- **CPV principal** : 92112000 Services liés à la production de films cinématographiques ou de vidéos
- **CPV Complémentaire** : 79995100 Services d'archivage

L'ensemble des prestations demandées est décrit en deuxième partie du présent cahier des clauses particulières (CCP).

#### 2.2. Forme du marché

Le marché est passé sous la forme d'un marché de services, ordinaire, à prix forfaitaire.

#### 2.3. Etendue du marché

Le marché n'est pas alloti en raison de la nécessaire intégration de l'ensemble des prestations attendues, qui rendrait plus complexe et plus onéreuse la mise en œuvre d'un allotissement au sens de l'article L.2113-10 du Code de la Commande Publique.

#### 2.4. Durée du marché

Le marché entre en vigueur à sa date de notification. Il est conclu pour une durée de 72 mois, à compter de la mise en exploitation du système.

### ARTICLE 3. Pièces contractuelles du marché

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, par ordre de priorité décroissante, par dérogation à l'article 4 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) :

1. l'acte d'engagement (AE) et l'offre financière du titulaire,
2. le présent cahier des clauses particulières (CCP) ;
  - o Annexe « Sécurité des systèmes d'information ;

- Annexe conformité au règlement européen sur la protection des données personnelles ;
- 3. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du marché ;
- 4. l'offre technique du titulaire,
- 5. le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services, publié par arrêté du 30 mars 2021.

Les exemplaires des pièces du marché et des bons de commande dont l'original est conservé dans les archives de l'acheteur font seuls foi.

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre susmentionné.

Toute clause portée dans les conditions générales de vente, catalogues, barèmes ou documentation quelconques produits par le titulaire et contraire aux dispositions des pièces constitutives du marché est réputée non écrite.

## **ARTICLE 4. Communication et réunion**

### **4.1. Mode de communication**

Les parties conviennent que tous les échanges liés au suivi et à la gestion des prestations ont lieu par courrier électronique, à l'adresse indiquée dans la fiche contact, hormis les cas où une lettre recommandée avec accusé de réception est prévue par le présent CCP.

L'envoi via la plateforme PLACE d'un courriel contre accusé réception vaut l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception. Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

### **4.2. Réunions**

Si des réunions entre l'acheteur et le titulaire sont nécessaires pour la mise en œuvre et/ou le suivi des prestations et dans l'hypothèse où elles ne peuvent avoir lieu par visioconférence, elles ont lieu dans les locaux de l'acheteur sans que le titulaire ne puisse facturer aucun surcoût.

## **ARTICLE 5. Correspondant de l'acheteur et election de domicile du titulaire**

L'interlocuteur de l'acheteur, concernant l'application du présent marché, est le représentant que le titulaire a désigné à cette fonction, dans l'acte d'engagement. Cette personne a tout pouvoir d'agir pour le compte du titulaire.

Tous les documents relatifs au présent marché, destinés au titulaire, sont adressés au domicile élu figurant sur le présent acte d'engagement.

En cas de modification de domicile élu, le titulaire en avertit l'acheteur par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **ARTICLE 6. Correspondant du titulaire et election de domicile de l'acheteur**

L'interlocuteur du titulaire, concernant la gestion du présent marché, est le Pôle Achats-Marchés Publics de Réseau Canopé.

Tous les documents relatifs au présent marché, destinés à l'acheteur, sont adressés à l'adresse suivante :

Réseau Canopé  
DSFJS - Pôle achats – marchés publics  
1, avenue du Futuroscope  
Bâtiment @4 – Téléport 1  
CS 80158  
86961 FUTUROSCOPE Cedex  
achats.dsfs@reseau-canope.fr

Pour l'exécution du présent marché, l'acheteur désigne un responsable technique, chargé du contrôle de la correcte réalisation et évaluation de la qualité de la prestation ainsi qu'un interlocuteur administratif du titulaire.

## **ARTICLE 7. Protection des données**

Tous les documents et supports matériels confiés au titulaire pour l'exécution du présent marché sont la propriété de l'acheteur. Toute utilisation à d'autres fins que celle du présent marché, toute diffusion, transmission, reproduction sans autorisation préalable et expresse de l'acheteur est interdite.

## **ARTICLE 8. Neutralité**

Le titulaire est le garant de la neutralité de ses préposés dans l'exécution des prestations.

## **ARTICLE 9. Confidentialité**

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a connaissance d'informations ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel, est tenu de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître la teneur.

## **ARTICLE 10. Assurances**

Le titulaire du marché doit, dans les quinze (15) jours qui suivent sa notification, justifier qu'il dispose d'une police d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés aux tiers à l'occasion de l'exécution des prestations concernées et détaillant les limites de responsabilité.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

#### **ARTICLE 11. Sous-traitance**

Le titulaire du marché qui veut en sous-traiter une partie présente à l'acheteur une demande d'acceptation de chaque sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement.

### **DEUXIEME PARTIE : PRESTATIONS ATTENDUES**

#### **ARTICLE 12. Historique et contexte**

L'acheteur utilise la solution de production collaboratif EditShare dans le cadre de son activité de post-production depuis 2014.

Ce système intègre les applications MAM (Media Asset Management) d'EditShare, utilisées par l'ensemble des collaborateurs.

L'équipement actuel, composé de serveurs EFS et d'un système d'archivage LTO, est en location depuis 5 ans. La location actuelle arrivant à échéance, un remplacement est prévu.

Les bases de données EFS, Flow et Ark, créées depuis 2014, sont intégrées au système actuel et doivent être migrées vers le nouveau système.

L'acheteur ne peut pas changer de système en raison de l'économie du marché.

#### **ARTICLE 13. Solution matérielle**

La prestation inclut la fourniture en location, la livraison et l'installation des équipements suivants :

- Un serveur ultimate EFS MDC Metada Controller
  - o Deux disque SDD 480Gb
  - o Format 2U
  - o Une carte réseau double 10 Gb
- Trois serveurs Ultimate Series EFS 310
  - o Capacité 352TB (16x22TB)
  - o Un disque de spare pour chaque serveur
  - o Format 3U
  - o Une carte réseau double 10 Gb.
- Un serveur Production Node
  - o Une carte réseau double 10 Gb
  - o Intel Xeon Silver chipset 64 GB DDR RAM
  - o Format 1U
- Un serveur Flow Database
  - o Une carte réseau double 10 Gb
  - o Intel Xeon Silver chipset 64 GB DDR RAM
  - o Format 1U
- Un serveur Ark Tape Gateway
  - o Une carte réseau double 10 Gb
  - o Une carte contrôleur PCIe SAS avec câble externe SAS de 2 mètres

- Format 1U
- Une bibliothèque d'archivage LTO 9
  - Capacité 24 emplacements
  - Deux lecteurs LTO-9 SAS
  - Format 2U
  - Licences ARK pour 200 bandes LTO 9
- Un commutateur ES-CISCO-N9K-C93108TC-FX, 48 x 8P8C (100 Mb, 1 Gb, 10 Gb), 6 x QSFP28 (40 Gb, 100 Gb)
- Deux onduleurs ES-APC2U

#### **ARTICLE 14. Installation et paramétrage**

Les nouveaux équipements sont intégrés sur le site de Réseau Canopé à Chasseneuil du Poitou (86). L'intégration physique et câblage, ainsi que le paramétrage réseau (adresses IP) sont réalisés par le service technique de l'acheteur.

L'acheteur transmet au titulaire les adresses IP des serveurs installés pour qu'il puisse procéder au paramétrage de l'ensemble du système à distance, nécessaire à la migration et la mise en exploitation.

#### **ARTICLE 15. Migration**

Pour la phase de migration, le titulaire doit pouvoir se connecter au système à remplacer et peut être amené à demander cet accès au titulaire sortant.

La migration inclut les éléments suivants :

- Migration des données du système actuel vers le nouveau.
- Migration des bases de données (EFS, Flow et Ark) de 2014 à aujourd'hui.
- Migration des fichiers proxy, incluant les métadonnées associées.
- Migration des médias :
  - 350 espaces médias (environ 470 To).
  - Synchronisation avec la base de données des utilisateurs et leurs droits.
- Migration des bandes LTO :
  - L'acheteur dispose de 280 bandes LTO 6 & 7 qui sont restaurées par ses soins avant migration.

Le titulaire fournit temporairement un serveur EditShare EFS40NL (280 To brut) nécessaire à la migration des bandes LTO. Le titulaire assure la livraison et l'enlèvement de ce serveur. L'installation de ce serveur temporaire est effectuée par les services de l'acheteur.

#### **ARTICLE 16. Assistance**

Le titulaire fournit un service d'assistance pendant toute la durée du marché et couvrant :

- L'assistance technique pour les applications de l'environnement EditShare (EFS, Flow, Ark).
- Des modalités d'exécution claires :
  - Plages horaires d'assistance : du lundi au vendredi de 9h à 19h, hors jours fériés.
  - Délais d'intervention
  - Mise à disposition d'équipements de remplacement en cas de panne ou solution de contournement en fonction de la gravité établie.



## **ARTICLE 17. Maintenance du système**

Toutes les mise à jour mineures et majeures proposées par le fabricant sont incluses au présent marché pour toute sa durée.

## **ARTICLE 18. Fin de marché**

En fin de marché, le titulaire s'engage à permettre au futur titulaire l'accès au système et aux données pour en permettre la migration.

Le matériel et les équipements mis à disposition est repris par le titulaire, à ses frais, et dans un délai indiqué dans son offre.

# **TROISIEME PARTIE : PRIX et REGLEMENT**

## **ARTICLE 19. Prix**

Les prix indiqués dans l'offre du titulaire sont forfaitaires.

L'offre financière est détaillée dans l'annexe financière à l'acte d'engagement du titulaire constituée par la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

Les prix mentionnés dans l'annexe financière du présent marché comprennent toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au transport, l'assurance, la propriété intellectuelle, l'utilisation des résultats, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix sont réputés couvrir la totalité des prestations et fournitures nécessaires à la bonne et complète réalisation de l'objet du marché.

## **ARTICLE 20. Forme du prix**

### **20.1. Prix du marché**

Les prix sont fermes pendant toute la durée du marché.

## **ARTICLE 21. Avances**

L'option B mentionnée à l'article 11.1 du CCAG-FCS s'applique dans le cadre du présent marché.

Sauf renoncement du titulaire, une avance peut être versée, lorsque le montant minimum du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois ou, à défaut, pour chaque bon de commande remplissant ces conditions, aux termes des dispositions de l'article R.2191-3 et des articles R.2191-16 et R.2191-17 et dans les conditions des articles R.2191-6 à R.2191-10 du Code de la Commande Publique.

Si le prestataire n'est pas une PME au sens de l'article R. 2151-13 du Code de la Commande Publique, le taux de l'avance est de 5%.

Si le prestataire est une PME au sens de l'article R. 2151-13 du Code de la Commande Publique, le taux de l'avance est de 10%.

Le remboursement de cette avance s'effectue selon les modalités définies aux articles R.2191-11, R.2191-12 et R.2191-19 du Code de la Commande Publique.

Le versement de l'avance n'est pas conditionné par la constitution d'une garantie à première demande ou d'une caution.

## **ARTICLE 22. Acomptes**

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes mensuels, en fonction de l'avancement des prestations, conformément aux dispositions des articles R.2191-20 à R.2191-22 du Code de la Commande Publique.

## **ARTICLE 23. Modalités de facturation et de paiement**

### **23.1. Modalité de facturation**

Le montant des prestations est payable, à terme à échoir, à compter de la mise en exploitation, sur présentation d'une facture.

Outre les mentions obligatoires, les factures adressées à l'acheteur comportent les mentions suivantes :

- Nom et adresse du titulaire, n° de SIRET ;
- N° du marché ;
- N° de bon de commande ;
- La période concernée ;
- Désignation des prestations ;
- Le prix HT ;
- Le taux de TVA applicable au jour de facturation ;
- Le montant de la TVA ;
- Le prix TTC ;
- Le numéro du compte bancaire à facturer où le relevé d'identité bancaire correspondant ;
- La date de facturation.

Les factures sont libellées au nom de Réseau Canopé et envoyées sous forme électronique dans le portail « Chorus » à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>.

La facturation des prestations prévues au présent marché s'effectue nécessairement via le portail Chorus Pro. Le lien vers ce portail est le suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Pour le dépôt sous CHORUS, il est nécessaire de se munir :

- du numéro de **SIRET** de Réseau Canopé (Siret du siège obligatoirement) : **18004301001485**
- de la **référence de la commande** communiquée par le prescripteur (la personne ou le service qui a passé commande) après la notification du marché.

### **23.2. Délais de paiement**

Le délai de paiement est de 30 jours, conformément à l'article R.2192-10 du Code de la Commande Publique.

Ce délai peut être suspendu par l'ordonnateur pour réclamer des pièces ou informations complémentaires. Un nouveau délai est alors ouvert, ce délai ne pouvant en aucun cas être inférieur à 30 jours à compter de la réception des justifications demandées.

En cas de dépassement de ce délai, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente, effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à quarante (40) euros.

### **23.3. Cession de créance**

En cas de cession de créance, l'acheteur remet, au titulaire, à sa demande soit un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité de créance du marché, soit un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité de créance de chaque bon de commande.

Le titulaire s'engage à remettre à l'établissement de crédit cessionnaire ces documents, afin que ce dernier puisse notifier la cession à l'agent comptable.

## **QUATRIEME PARTIE : DELAIS et CONDITIONS D'EXECUTION**

### **ARTICLE 24. Délais d'exécution**

Le délai d'exécution des prestations objet du présent marché débute à compter de la notification du présent marché.

La mise en œuvre des différentes prestations objet du présent marché s'effectue conformément aux stipulations du présent marché, le cas échéant précisées dans le mémoire technique du titulaire.

La mise en exploitation est envisagée le 3 juin 2025 et doit être réalisée au plus tard le 27 juin. L'acheteur confirme ou reporte cette date, en fonction de l'avancée des opérations de migration.

Le titulaire indique dans son offre le délai nécessaire pour le paramétrage, la migration et la mise en exploitation. La réalisation de ces prestations ne peut entraîner une interruption de service supérieure à 5 jours dont 2 jours ouvrés.

La mise à disposition du serveur temporaire doit intervenir au plus tard 45 jours avant le paramétrage, la migration et la mise en exploitation.

### **ARTICLE 25. Obligation du titulaire**

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat sur l'ensemble de la prestation.

Sous réserve des stipulations du présent marché, le titulaire met en œuvre son savoir-faire et les moyens dont il est réputé détenir la maîtrise pour exécuter et réaliser l'objet du marché dans les conditions les plus favorables à l'économie du marché.

Le titulaire ne peut pas se prévaloir, ni pour éluder ses obligations, ni pour élever une réclamation, des sujétions occasionnées par l'interruption ou le report de toutes prestations décidées par l'acheteur.

## **ARTICLE 26. Pénalités**

Toute inexécution des obligations stipulées par le présent marché, soit par défaut de livraison ou de réparation, soit par non-intervention dans les délais prévus, soit par carence en matériel lors d'une intervention ou service mal ou incomplètement exécuté, soit par retard, donne lieu à des pénalités.

### **26.1. Pénalités de retard**

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, en cas de retard dans l'exécution des prestations, des pénalités journalières sont calculées selon la proposition du titulaire.

### **26.2. Application des pénalités**

Ces pénalités font l'objet d'un mémoire de décompte des pénalités établi par l'acheteur et notifié au titulaire. Ce dernier dispose alors de 15 jours calendaires à compter de la notification pour présenter ses observations. Passé ce délai et sans élément justifiant leur réduction ou leur annulation, les pénalités s'appliquent sans qu'une mise en demeure soit nécessaire.

Ces pénalités sont retenues sur les factures présentées par le titulaire.

Le montant de la pénalité est dû quel que soit son montant par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS.

## **CINQUIEME PARTIE : OPERATIONS DE VERIFICATION et D'ADMISSION**

### **ARTICLE 27. Opérations de vérification**

Conformément à l'article 27.3, l'acheteur avise le titulaire de la date des opérations de vérification.

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées par le responsable technique de l'acheteur habilité à recevoir les prestations, au moment même de la livraison de la fourniture et/ou de l'exécution de la prestation (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28-1 du CCAG-FCS.

La prestation doit être conforme aux quantités prévues sur le bon de commande et sur le ou les bons de livraison correspondant.

Par dérogation à 28.1 du CCAG-FCS, le constat dès l'examen sommaire que la fourniture ne correspond pas aux caractéristiques demandées ou aux normes en vigueur entraîne son refus et son remplacement dans les délais compatibles avec la tenue de l'événement.

A défaut, la prestation ne donne pas lieu à facturation. Suite aux vérifications, les décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet sont prises.

#### **ARTICLE 28. Décision à l'issue des opérations de vérification**

La décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet est prononcée par le responsable technique de l'acheteur à l'issue des opérations de vérification prévues aux articles 28 et 29 du CCAG-FCS, sous réserve des aménagements spécifiques prévus au présent CCP.

### **SIXIEME PARTIE : RESILIATION**

#### **ARTICLE 29. Résiliation**

Pour la résiliation du marché, il est fait application des dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'alinéa 1 de l'article 42 du CCAG-FCS, la résiliation pour motif d'intérêt général donne lieu à une indemnité de résiliation de 30 % du montant hors taxes des prestations non réalisées.

Le titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées.

Une décision de résiliation est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé réception (LR/AR).

### **SEPTIEME PARTIE : DIFFERENDS et LITIGES**

#### **ARTICLE 30. Différends entre les parties**

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'une demande de réclamation exposant les motifs et indiquant le montant des sommes impliquées, conformément à l'article 46 du CCAG-FCS.

#### **ARTICLE 31. Compétence juridictionnelle**

Le Tribunal administratif de Poitiers (86) est le seul compétent pour connaître des litiges nés de l'exécution du présent marché.

#### **ARTICLE 32. Dérogations aux documents généraux**

L'article 4 du présent CCAP déroge à l'article 4 du CCAG-FCS concernant l'ordre de priorité des pièces contractuelles.

L'article 22 du présent CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS concernant le montant des pénalités.

L'article 23 du présent CCAP déroge aux articles 27.3 et 28.1 du CCAG-FCS concernant les modalités de vérification.